

Je suis candidat pour devenir membre du Conseil d'Administration de l'Association Pacte Finance Climat-Agir pour le Climat.

Je suis membre depuis un an du Comité Local des Hauts de Seine et ai participé à toutes les réunions qui se sont tenues en présentiel comme par écrans interposés durant l'année 2020 et depuis le début de la nouvelle année.

J'ai (très) modestement contribué et je soutiens la Contribution du CL92 et du groupe "Financement de la transition et obligation de résultats" qui sera présentée lors de la prochaine Assemblée Générale de samedi prochain.

La lutte contre le changement climatique est d'abord pour moi un engagement professionnel qui remonte à... 1987. J'étais alors jeune ingénieur et je travaillais sur les politiques publiques de maîtrise de la demande d'énergie dans le secteur du bâtiment. Je me souviens très bien avoir quantifié les réductions de gaz à effet de serre associées aux économies d'énergie permises par l'amélioration des performances énergétiques des équipements au sein des bâtiments et de certaines industries. Je travaillais alors pour le Département de l'Énergie des USA.

En 1990, j'ai rejoint l'ADEME où j'ai accompagné la définition des premières directives destinées à réduire l'empreinte carbone de l'économie de l'Union Européenne. En 1997, année de la signature du Protocole de Kyoto, j'ai été recruté par l'Agence Internationale de l'Énergie. En 2004, j'ai intégré le Programme des Nations Unies pour le Développement où j'ai exercé comme conseiller climat et transition énergétique. En 2014, j'ai été nommé Directeur Exécutif du Partenariat International pour la Coopération sur l'Efficacité Énergétique, organisme sous mandat du G20. Depuis le 1 janvier 2020, je travaille pour le Ministère Français de la Transition Écologique. Je mène actuellement des missions dans le cadre la stratégie nationale bas carbone.

Je suis par ailleurs membre fondateur de l'Association Négawatt qui regroupe des professionnels de l'énergie et des citoyens. L'Association Négawatt a pour objectif le développement d'une politique énergétique nationale bas carbone fondée sur la sobriété et l'efficacité énergétique et sur un recours plus affirmé aux énergies renouvelables.

Au fil des années et de mes expériences professionnelles pleinement focalisées sur la lutte contre le changement climatique, j'ai développé un intérêt croissant autour de l'impératif de mobiliser les acteurs de la finance quels qu'ils soient afin de canaliser les investissements à hauteur des engagements pris lors de la COP21 vers les solutions contribuant à la décarbonisation des activités économiques.

Je suis sensible et soutiens les propositions mûries par le Pacte Finance Climat pour y parvenir.

Dans la limite de mes disponibilités, je suis donc désormais partant, en concertation avec les membres du comité local APLC des Hauts de Seine (où je réside), pour participer au conseil d'administration d'APLC. Je sou mets donc ma candidature aux membres de l'association.